Vendredi, 8 juin 1849. BULLETIN DU SOIR. 1re année. — N° 12.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

JOURNAL QUOTIDIEN.

ABONNEMENTS.	Un an.	Six mois.	Trois mois.	Un mois.
PARIS. . . .	24 fr.	12 fr.	6 fr.	2 fr. »»
SEINE. . . .	28 »	14 »	7 »	2 50
DÉPARTEMENTS .	32 »	16 »	8 »	3 »»
ÉTRANGER . .	32 »	16 »	8 »	» »»

Tout ce qui concerne l'Administration et les abonnements doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les lettres non affranchies seront refusées.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, N° 7.

ANNONCES.	
Une à neuf fois dans un mois, la ligne. . .	» fr. 80 c.
Dix fois dans un mois.	» — 50
Réclames.	2 — »»
Faits divers	3 — »»

Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé au Rédacteur-Gérant. — Les manuscrits déposés ne seront pas rendus.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois.

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(*Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 24 mai* 1848.)

PARIS, 8 JUIN.

Encore un pas, et l'Autriche sera, pour toujours maîtresse de toute l'Italie.

Ce n'est pas assez pour elle de tenir sous sa main la Lombardie, Parme et Plaisance, le duché de Modène, la Toscane et presque toutes les légations. Pendant qu'elle assiége Ancône et se dispose, après avoir emporté d'assaut cette place, à marcher sur Rome, elle insiste auprès du Piémont pour que toutes les places fortes du coté de la France lui soient livrées; pour qu'il lui soit permis de doubler la garnison d'Alexandrie, pour introduire ses troupes dans Gênes et tous ses forts. Ces faits sont tous authentiques; notre gouvernement ne saurait les nier; qu'attend-il donc pour agir?

Mais d'abord veut-il agir? Eprouve-t-il la moindre volonté de s'opposer à tous les envahissements de l'Autriche? Les nouvelles du Piémont annoncent que notre gouvernement demande au roi de Sardaigne de laisser entrer dans ses Etats une armée de 40,000 hommes; qu'il demande la remise des places fortes de Bar, Lesseillon et Fenestrelles, comme places de sûreté. Cette demande a été faite, elle est positive; mais est-elle sincère?

La politique ambiguë suivie depuis longtemps nous fait douter que le gouvernement français insiste bien fortement auprès du Piémont. Peut-être n'a-t-il mis en avant cette prétention que pour contre-balancer les prétentions de l'Autriche et faciliter au Piémont le moyen de repousser ses exigences. Mais en admettant que le gouvernement français soit de bonne foi, qu'il ait la volonté de descendre en Italie, quelle y sera son attitude? N'y viendra-t-il que pour faciliter au Piémont un traité de paix moins onéreux? Ou bien y viendra-t-il avec la volonté ferme d'appliquer en Italie la politique séculaire de la France? Le silence et l'inaction de notre gouvernement sont pour nous un triste présage. S'il avait quelque velléité de prendre un parti décisif, il ne laisserait pas l'Autriche, maitresse déjà de la Toscane, prendre position à Ancône; car, il ne faut pas s'y tromper : c'est d'Ancône et de Ravenne que Venise tirait tous ses approvisionnements, et ces deux villes une fois au pouvoir de l'Autriche, Venise succombera.

Nous ne pouvons donc croire qu'il y ait rien de sérieux dans la demande que le gouvernement français a adressée au Piémont; car, si sa volonté était d'agir contre l'Autriche, il n'aurait pas souffert la prise de Livourne, celle de Bologne, et bientôt peut-être celle d'Ancône, qui rendra les Autrichiens maîtres de toute l'Adriatique, et fera tomber la résistance de Venise.

Que les ministres de la France proclament donc hautement leur politique. Sont-ils avec les rois contre les Peuples? Que les Peuples le sachent donc enfin une fois, afin que le sang ne coule plus pour la cause de la liberté, pour cette cause désormais perdue, puisque la France l'abandonne.

Comme on le sait, les citoyens Victor Pidoux, Alfred Nettement, Albert de Rességuier, Alfred de Neuville, Duparc et Larrabure demandent à l'Assemblée une réduction de l'indemnité allouée aux représentants du Peuple par la Constitution.

Ces membres de la Législative paraissent très avares des deniers des contribuables. Malheureusement, la réduction demandée soulagerait si peu ceux dont ils défendent les intérêts, que nous leur conseillons de réclamer avec nous une autre mesure.

Le meilleur moyen de dégréver le budget, c'est d'obtenir de l'Assemblée la restitution du MILLIARD des émigrés.

Il ne faut pas qu'on perde de vue ce MILLIARD.

C'est particulièrement aux citoyens Alfred de Neuville, Albert de Rességuier et Alfred Nettement, que nous saurions bon gré de réclamer parlementairement la restitution du MILLIARD.

La *Gazette de France* elle-même ne pourrait alors leur refuser son concours.

Comme, depuis la révolution de juillet, les hommes qui ont reçu le MILLIARD n'ont voulu faire aucune dépense, en haine surtout de la liberté et du Peuple, les intérêts ont dû entre leurs mains doubler le capital.

Si donc on leur reprenait le MILLIARD primitif, ils devraient s'estimer encore assez heureux de conserver le MILLIARD usuraire.

Nous soumettons cette dernière réflexion aux citoyens Victor Pidoux, Alfred Nettement, Alfred de Neuville, Albert de Rességuier, Duparc et Larrabure, pour les déterminer à substituer à leur proposition la demande de la restitution du MILLIARD.

L'Univers catholique soutient depuis quelque temps, contre le *Constitutionnel*, une polémique fort curieuse dans laquelle il s'efforce pieusement de convertir un vieux pécheur qui paraît vouloir se laisser faire.

La critique édulcorée et les conseils paternes de la feuille ultra-montaine, les ménagements dont elle use laissent entrevoir tous ses désirs de remettre dans la bonne voie ce *mauvais sujet* quasi repentant.

Quelques points de dissidence les empêchent encore de se donner l'occolade, mais on peut prévoir déjà que, sous peu, le jésuite et le rénégat vont se jeter dans les bras l'un de l'autre.

L'*Univers* ne veut pas accorder à son confrère que la révolution de 1789 ait apporté quelque bien-être à la société; loin de là, cette révolution a été « un écroulement, une punition, une vengeance de Dieu sur la société; » toujours ce même Dieu vengeur dont ils font intervenir les rancunes a tout propos! « La civilisation matérielle a *peut-être* fait quelques progrès, mais la civilisation morale y est en décadence manifeste. » Plus de frein politique ni religieux, plus d'autorité, plus de Hiérarchie, plus de société. »

Voilà, selon l'*Univers*, l'œuvre de 1789; l'excellent journal feint de ne pas comprendre que ce résultat qu'il exagère, du reste, était forcé, fatal, que la perennité n'est rien moins qu'assurée aux faits de ce monde, que les sociétés se succèdent et ne se ressemblent pas, qu'elles sont génératrices l'une de l'autre, que les époques de gestation sont toujours accompagnées de ces malaises caractéristiques qui épouvantent si fort la feuille compatissante, et que si le principe d'autorité est maintenant sans force, c'est qu'il est décrépit.

« La fièvre est au cœur de la société, » dit *l'Univers*, « le délire à la tête, la corruption dans le sang. »

Eh! mais alors, raison de plus, ce nous semble, ô révérend journal, pour se hâter de donner l'extrême-onction à cette moribonde gangrénée, au lieu de s'efforcer, en la galvanisant, de lui communiquer une vie factice...

« Dans les plus mauvais jours, » poursuit-il, « il restait à la société certaines assises; le torrent roulait par-dessus les principes, il ne les avait pas, comme aujourd'hui, ébranlés, déracinés, emportés. »

Quel espoir pouvez-vous donc mettre en des principes qui ont fourni leur *nec plus ultrà* de résistance; de quelle utilité nous seraient-ils maintenant?... mes assimilés, nous les avons usés, nous les avons vé cu!... Qu'avez-vous à fouiller encore dans ce *caput mortuum*, déplorables alchimistes? Quelle essence vitale vous flattez-vous d'en extraire?

« Les arguments qui avaient été bons au noble contre le prêtre ont été bons au bourgeois contre le noble, à l'ouvrier contre le bourgeois, ils seront bons à quiconque ne possède rien contre quiconque possède. »

Oui, ne vous en déplaisse, messieurs de l'*Univers*, tant que la société persistera dans son organisation actuelle, (et de votre propre aveu elle est mal organisée) tant qu'elle aura des partialités de marâtre, elle soulevera toutes les protestations des disgraciés, des deshérités.

Tant que l'aisance comme *minimum* n'aura pas remplacé la hideuse pauvreté dans laquelle gémissent les trois quarts de nos frères, tant que vous tous, aristocrates, banquiers, agioteurs, budgétivores, prélats sans charité, bourgeois sans entrailles, pharisiens endurcis, tant que vous n'aurez rien fait pour soulager la misère du grand nombre, tant que vous n'aurez pas songé à réformer des abus irritants, tant que vous n'aurez pas renoncé à ces gains illicite que vous tirez de la sueur de vos *ilotes*, vous serez les pères de l'émeute et les vrais fauteurs de l'anarchie, des révolutionnaires ignobles.

Et prenez garde qu'un jour, fatigué de faire antichambre, le Peuple des souffrants, Lazare frénétique, ne se jette sur vos portes et ne s'enhardisse à les enfoncer!

C'est vous alors, fous, qui aurez préparé votre ruine, et provoqué peut-être l'avortement de la société nouvelle.

« L'esprit humain n'a pas fait un pas depuis 1789. » prétendez-vous, vous êtes dans l'erreur, ou dans la mauvaise foi, il en a fait un grand, car il sait maintenant ce que vous êtes, vous et les vôtres, Il a fait un pas, car il a découvert le loup sous la peau du mouton; il a fait un pas, car grâce à ses progrès, l'humanité ne consentira plus à baiser dévotement votre sandale sordide, il a fait un pas car il connait le dessous de vos tartufferies.

« Le Peuple est devenu ingouvernable. » Par vous, sans doute?... Soit, et louons-en Dieu.

« L'église, systématiquement appauvrie, a inutilement ouvert sa bouche pleine d'enseignements. »

Ah! n'est-ce pas, c'est là surtout que le bât vous blesse?... Quel dommage, en effet, qu'ils soient passés, ces beaux jours des gros bénéfices, des grasses abbayes, des opulents prieurés, des dîmes copieuses et des prébendes! Combien l'humanité doit souffrir de cette déchéance et comme il est juste qu'elle la regrette rmèrement!

Quant à vos enseignements vous lui avez appris à désormais s'en méfier, car vous êtes orfèvre M. Josse; et depuis trop longtemps votre parole n'est plus la parole de vie; le Christ ne parle plus par votre bouche.

Vous voulez que l'on respecte la religion, il ne fallait pas l'avilir, il ne fallait pas en faire un instrument de domination, un pressoir d'abrutissement, une sacristie, une boutique...

Allez, vous voulez être des apôtres et vous n'avez su être que des trafiquants d'oremus, des vendeurs de miracles et de scapulaires!

Nos lecteurs n'ont sans doute pas oublié qu'à la date du 1er juin, nous avons avons annoncé que ce jour-là même les hostilités allaient être reprises contre Rome par l'armée française, d'après l'ordre exprès expédié de Paris au général Oudinot. Les nouvelles que nous apporte le *Sémaphore*, journal de Marseille, et notre correspondance particulière de Civita-Vecchia confirment ce que nous avions avions annoncé.

Nous lisons dans le *Contemporaneo* du 30 mai :

« Le libraire Merle, dont les salons servaient de lieu de réunion au comte Pellegrino Rossi et aux correspondants du *Constitutionnel*, est parti de Rome. Arrivé à Civita Vecchia, le susdit libraire s'est mis à déblatérer toutes sortes de calomnies contre la République romaine. Que ceci serve d'avertissement, non pour nous, qui sommes témoins de l'ordre admirable qui règne dans notre ville, mais pour le midi de la France, où se rend M. Merle, afin qu'on n'ajoute aucune foi aux nouvelles menteuses qu'il ne manquera pas de répandre contre notre République. »

Deux nouvelles bien contradictoires nous parviennent sur les affaires de Rome. D'abord plusieurs lettres de Marseille, de Civita-Vecchia et de Toulon, toutes datées du 1er juin, annoncent que l'armée française a subi un nouvel échec sous les murs de Rome. Suivant leur version, le général Oudinot, après avoir reçu l'ordre du gouvernement français d'attaquer Rome et de s'en emparer *coûte que coûte*, a rompu le premier l'armistice conclu entre lui et le gouvernement romain. Voulant surprendre la ville pendant la nuit, et au moment où les Romains se félicitaient d'avoir enfin terminé honorablement cette triste affaire au moyen d'un traité signé par le Triumvirat et M. de Lesseps, il a fait construire le soir du 31 mai des retranchements et des batteries à Villa Pamfiila. Mais la vigilance des Romaino a déjoué son projet. La troupe romaine, faisant une sortie, a valeureusement repoussé nos soldats jusqu'à Rome.

Cette sortie a eu en outre pour résultat la prise de 250 de nos soldat, et l'anéantissement complet des ouvrages d'agression. Nous avons eu plus d'une centaine des nôtres tués ou blessés.

Suivant une autre version, le gouvernement a du recevoir hier au soir un rapport du général Oudinot, qui annonce que la troupe française, après avoir établi des batteries et des retranchements, a commencé l'attaque dans la soirée du 31 mai, et après une très vive canonade, on a pu le lendemain ouvrir une brèche dans un mur de la ville, du côté de Villa Panfila. Enfin, par cette ouverture, les Français sont entrés à Rome, et, au moment où la dépêche était finie, ils occupaient déjà un certain espace dans Rome.

Ce rapport dit que les Romains se battent avec une bravoure extraordinaire, et que les Français sont obligés de prendre chaque barricade comme une forteresse.

Sans nous attacher à l'une ou à l'autre de ces versions, nous pouvons cependant nous étonner de ce qu'un rapport daté de Rome le 2 juin ait pu arriver à Paris le 7 juin, pendant que le parcours de Civita-Vecchia à Marseille se fait ordinairement en trois jours seulement. D'un autre côté nous demanderons aussi pourquoi ce rapport est si court et si énigmatique? Certaines personnes pensent à tort ou à raison que ce rapport est sorti tout simplement des bureaux du ministère.

DERNIÈRES NOUVELLES.

Les opérations militaires des alliés royalistes ont commencé sur toute la ligne le 5 mai. Les troupes prussiennes qui étaient concentrées près de Kreuznach ont passé ce jour la frontière du Palatinat et par conséquent celle de la Bavière. Elles vont d'abord occuper la forteresse de Landau, et opéreront en même temps dans la Hesse rhénane, tandis que du côté d'Heidelberg et de Manheim les opérations contre les troupes révolutionnaires sont abandonnées aux troupes de la Hesse, de Nassau et de Mecklembourg. Les Hessois ont déjà pris Weinheim après une canonnade qui a duré une heure. Le contingent autrichien se concentrait dernièrement à Landau et le contingent bavarois à Memmingen. On ne peut savoir au juste les forces que les révolutionnaires de Carlsruhe et de Kaiserslautern opposeront à la coalition royaliste. On évalue les différents corps des volontaires du palatinat à 30,000 hommes et on loue beaucoup le zèle du général Sznajdé qui les organise avant de les mener au combat. Les forces révolutionnaires des Badois ne paraissent pas dépasser 30,000 hommes. La possession de Rastadt est pour les révolutionnaires une circonstance très-favorable.

Une lettre d'Altona du 4 juin parle de troubles graves qui auraient éclaté à Copenhague par suite du refus du roi de sanctionner la nouvelle constitution adoptée par les Chambres.

D'après la *Gazette de Carlsruhe* du 6 juin le roi de Wurtemberg ne reconnaît pas l'Assemblée nationale qui veut siéger à Stuttgart; il aurait même dissous la diète de son pays, traduit devant les tribunaux militaires les orateurs et chefs qui surgissent dans l'armée et enfin fait arrêter plusieurs membres de l'extrême gauche.

Le gouvernement a reçu la nouvelle que la ville d'Ancône se défendait avec courage contre les attaques des Autrichiens, et que le 3 juin rien ne présageait la reddition ou la capitulation de cette ville.

On lit dans le *Courrier du Bas-Rhin* :

« Puisque notre gouvernement ne s'en émeut pas, nous devons continuer à rendre le public attentif aux mouvements de troupes qui se font sur notre frontière.

» Nous avons déjà parlé de l'armée formidable qui marche en trois corps sur Francfort et qui se compose de Prussiens, Hanovriens, Saxons, Meklembourgeois. Aujourd'hui nous ajouterons qu'un corps d'observation prussien s'organise entre Creuznach et Trèves, sur les confins de la Lorraine. Il se compose de 26 bataillons d'infanterie, 16 escadrons de cavalerie et 5 batteries d'artillerie.

» On annonce en outre qu'une armée fédérale va se former aux environs de Mayence. Les troupes bavaroises du camp de Donauwœrth ont reçu l'ordre de partir pour cette destination, et on mande de plus de Prague et de Vienne que l'Autriche aussi a donné des ordres pour envoyer son contingent qui se prélèvera sur les garnisons de ces deux villes.

« L'arrière-garde de Radetzki est en route; elle se trouve dans le Vorarlberg et est attendue d'un instant à l'autre à Inspruck.

» Donc, toutes les troupes de l'armée allemande confédérée se dirigent sur le Rhin. Pendant ce temps les Russes entrent en Hongrie et occupent le duché de Posen.

» Tout cela mérite grande considération, et nous ne comprenons rien, nous l'avouons, à l'incurie de ceux qui nous gouvernent. »

Nous apprenons que la démocratie allemande à Paris est l'objet de toute sorte de persécutions de la part du gouvernement. Il n'est pas de jour où l'on n'opère, dans le sein de l'émigration allemande, des arrestations arbitraires.

Abstraction faite du principe républicain, que l'on déteste, on oublie donc que nous avons des populations allemandes républicaines elles aussi? croit-on les récompenser de ... tions qui nous fournissent entr'autres nos meilleurs artilleurs, en persécutant leurs anciens frères de par la langue et la nationalité? Quoi! on a le bonhour d'avoir de ce côté du Rhin des hommes français de cœur et d'adoption, et allemands d'origine, et de l'autre côté des Allemands à qui la France est sympathique, et on fait tout son possible pour détruire le lien qui unit la France à l'Allemagne! C'est anti-national, c'est stupide.

Nous croyons devoir mettre en garde le public contre un misérable pamphlet intitulé : *la Vérité sur l'Italie*, qu'un M. Marchal, se disant *témoin oculaire, arrivant de Rome*, fait vendre dans Paris au prix de 15 centimes. Ce libelle, inspiré probablement par la rue de Poitiers, et écrit dans un style que ne désavoueraient guères les rédacteurs de l'*Univers* et de l'*Assemblée nationale* ne contient pas un mot qui ne soit une insulte à l'Italie ou un mensonge effronté et sert, par cela même, admirablement le système de lâche calomnie organisé par le parti réactionnaire contre la démocratie en général et contre les démocrates italiens en particulier. Ce serait faire trop d'honneur à M. Marchal, que d'analyser, que de réfuter en détail cet ignoble factum. Aussi, nous nous contenterons de l'avoir signalé au juste mépris, nous ne dirons pas des patriotes, mais des honnêtes gens de tous les partis.

J. RICCIARDI.
rue de la Concorde, n° 23.

Paris, le 8 juin 1849.

Correspondance particulière de la TRIBUNE DES PEUPLES.

Civita-Vecchia, 31 mai.

Décidément, l'intervention française nous aura fait plus de mal que celle des Autrichiens ou du roi de Naples : car sans elle nous aurions empêché la chute de Bologne et détruit complétement l'armée de Ferdinand II. Que tout le sang répandu inutilement à Bologne, à Ancône et à Velletri retombe sur la tête du gouvernement soi-disant républicain qui a tourné ses armes contre Rome.

Environ 20,000 des nôtres étaient sortis de Rome, ainsi que je vous l'ai dit dans ma dernière lettre, sous les ordres de Garibaldi et Rosselli. Tout faisait présager les plus heureux succès. La ville d'Ancône soutenait le 25 une attaque de quatorze heures, et les assaillants se retiraient vers Fuligno pour se joindre à un corps de huit à dix mille hommes sans se douter que Rosselli marchait a leur rencontre, tandis que Zambeccari allait faire une sortie contre eux pour les prendre par derrière. La nouvelle attitude prise par les Français fera échouer cette combinaison en rappelant Roselli à Rome en toute hâte, en même temps que Garibaldi sera forcé de suspendre sa marche triomphale sur Naples pour revenir défendre la capitale. Les Français empêchent toutes les communications et cernent la ville toujours de plus près. Les forces dont peut disposer le général Oudinot dépassent le chiffre de 20,000 hommes

Les Français ont en outre trois batteries de campagne et une de siége; l'esprit des troupes est tout à fait en notre faveur, et leur mécontentement vis-à-vis de leur chef est d'autant plus grand que la fièvre fait parmi elles de grands ravages. Rome renferme de 10 à 15,000 hommes de troupes régulières, outre une masse énorme d'hommes du Peuple armés. La journée du 30 avril peut se renouveler d'un moment à l'autre; elle sera encore plus sanglante si l'ordre de rétrocéder envoyé à Roselli et à Garibaldi arrive à temps. Les officiers de santé qui se trouvent ici ont reçu l'ordre de rejoindre immédiatement le camp. On espère que la loyauté française ne permettra pas au général Oudinot d'attaquer Rome sans sommation préalable; mais le courrier de Rome n'arrivant pas, nous sommes dans une grande anxiété. Demain j'espère vous donner de nouvelles ultérieures.

1er juin.

Une voiture arrive de Rome à l'instant. A son départ les

français n'avaient pas encore attaqué la ville mais tout était prêt pour l'attaque et on n'attendait plus que les dernières instructions de Paris. Un vapeur est arrivé de France dans la nuit et l'on assure qu'il apporte les intentions définitives du gouvernement. Garibaldi a pu rentrer dans Rome, ce qui nous rend plus tranquilles. On assure que le roi Bombardeur encouragé par l'arrivée de 5,000 espagnols débarqués à Gaëte et bénis par Pie IX se dispose à une nouvelle irruption sur notre territoire.

Trois heures après midi. — Il nous arrive à l'instant même la nouvelle d'un arrangement entre le triumvirat et M. de Lesseps. En voici le texte :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

« Article premier. L'appui de la France est assuré aux populations des Etats romains.

» Elles considèrent l'armée française comme une armée qui vient concourir à la défense de leur territoire.

» Art. 2. D'accord avec le gouvernement romain, et sans s'immiscer en rien dans l'administration du pays, l'armée française prendra les cantonnements extérieurs convenables tant pour la défense du pays que pour la salubrité des troupes.

» Les communications sont libres.

» Art. 3. La République française garantit contre toute invasion étrangère les territoires occupés par ses troupes.

» Art. 4. Il est entendu que le présent arrangement devra être soumis à la ratification de la République française.

» Art. 5. En aucun cas les effets du présent arrangement ne pourront cesser que quinze jours après la communication officielle de la non ratification.

» Fait à Rome et au quartier-général de l'armée française, le 31 mai 1849, à huit heures du soir.

» CH. ARMELLINI. A. SAFFI, G. MAZZINI.

» *Le ministre plénipotentiaire de la République française,*

» FERDINAND DE LESSEPS. »

Telle était la convention proposée entre le gouvernement français et la République romaine, mais le général Oudinot ne veut pas en entendre parler et il y a désaccord complet entre lui et M. de Lesseps.

3 heures et demie.

J'ai la nouvelle positive que toute négociation est rompue. Le vapeur arrivé dans la nuit a apporté l'ordre de rappel de M. de Lesseps et celui d'attaquer Rome. O infâmie ! et l'art. 5 de la Constitution française? Et l'ordre du jour de l'Assemblée nationale constituante du 7 mai 1849? L'Assemblée législative voudrait-elle suivre une autre ligne de politique? Dans tous les cas la ville de Rome est fermement décidée à s'ensevelir sous ses ruines et à sauver l'honneur de l'Italie.

Du Rhin, 7 juin 1849.

Monsieur,

Dans ma dernière lettre je vous ai promis de vous tenir au courant de ce qui se passe chez nous, ayant par mes voyages plus que tout autre l'occasion de vous adresser des nouvelles exactes et des communications locales. Si j'ai tant tardé jusqu'ici à tenir ma promesse, c'est uniquement parce qu'il est trop difficile de donner à nos événements un caractère général, attendu qu'il y a, sinon anarchie, du moins désunion : 1° parmi les différents princes, et 2° [illegible] dernière correspondance vous disait que la Constitution allemande de Francfort avait été acceptée par le royaume de Wurtemberg, le grand-duché de Bade et plusieurs autres petites principautés; mais que la Prusse, la Saxe, le Hanôvre ne voulaient pas s'y soumettre; et vous savez qu'après avoir rappelé leurs députés de Francfort, ces trois Etats viennent d'octroyer, sous le patronage de la Prusse, une nouvelle Constitution. Ainsi, d'un côté, il y a l'Autriche et la Bavière en dehors de toute question; d'un autre côté, il y a les gouvernements qui ont souscrit la Constitution de Francfort, et 3° les gouvernements qui viennent d'octroyer la nouvelle Constitution, et voilà ce qui constitue l'anarchie parmi les princes.

Vous connaissez le soulèvement du grand-duché de Bade et du Palatinat; mais ce qui se passe dans ces deux pays nous conduit à ma seconde proposition, c'est-à-dire qu'il y a désunion parmi les révolutionnaires. « La monarchie constitutionnelle est dans la forme une République; la tête, le roi, est un mannequin, un homme de paille, seulement destiné à mettre frein aux anarchistes et aux démagogues, » disent ces éternels trembleurs de la bourgeoisie, ces cœurs lâches dont la raison conseille la République, mais dont la peur les fait se rattacher au *statu-quo*. Les pauvres insensés ne réfléchissent pas que nulle tour ne se soutient dans l'air sans de solides fondations. Ces pauvres fous ne réfléchissent pas qu'il ne peut exister un roi sans noblesse, sans favoris, sans corruption; que jamais trône n'a été basé sur le rocher du peuple, mais toujours sur le bâtiment artificiel des classes privilégiées. Nous avons vu les hommes qui croient encore au constitutionnalisme faire le malheur de notre sainte cause à Vienne, à Berlin, à Dresde, à Elberfeld, à Iserlohn, et je crains beaucoup que cela n'arrive encore en Bade et dans le Palatinat, quoique l'armée et les corps francs (60,000 hommes) ne portent dans leur cœur qu'un seul vœu : la proclamation d'une République, non d'une République bourgeoise, mais démocratique et sociale. Mais ne nous flattons pas nous-mêmes; les gouvernements de la Constitution octroyée ont rassemblé une armée de 100,000 hommes sur toute la frontière du Palatinat et dans les environs de Francfort, et vous pensez bien que la réaction réunie à ces faibles esprits qui tremblent, en entendant prononcer les mots de démocratie sociale, entraveront encore une fois la marche de la Révolution, si la providence de Dieu ne nous envoie un sauveur. La cause que nous défendons, que la France le sache, est la sienne; si nous succombons, rien n'empêchera la Russie de continuer sa marche, de s'installer sur le Rhin, et d'imposer à la France sa volonté toute puissante.

La diète de Francfort a transféré le siége de ses séances à Stuttgart, dans le royaume de Wurtemberg; cela vous est connu; mais un fait significatif vient d'être résolu dans le conseil des ministres à Munich. Le ministère bavarois proteste contre toute intervention de la part de la Prusse dans le Palatinat. Il est certain que si la Bavière ne croyait qu'à un mouvement en faveur de la Constitution, elle se déciderait à se mettre à la tête du soulèvement et pourrait détruire l'influence de la Prusse. Telle est la situation de notre pauvre Allemagne; anarchie en haut et en bas, position tellement tendue, qu'il faut qu'elle éclate d'une façon ou d'une autre. La question de l'union allemande est embrouillée plus que jamais, et il y a longtemps que la démocratie républicaine (car c'est elle seule qui résoudra ce problème) l'aurait constituée, si la Russie ne mettait pas ses mines d'or à la disposition de tout prince décidé à marcher contre les idées révolutionnaires.

A l'exception d'un petit combat à Heppenheim le 30 et 31 du mois passé, il n'est encore arrivé rien d'important, sinon que la grand-duc de Bade, le grand-duc de Hesse et le roi de Wurtemberg sont, du moins pour le moment, à soustraire de la liste de nos 34 despot s.

Chaque jour peut nous apporter des nouvelles plus importantes. Si tôt que j'en aurai reçu, je vous écrirai tout de suite.

ACTES OFFICIELS.

Le *Moniteur* contient dans sa partie officielle diverses nominations dans la magistrature, et plusieurs jugements rendus par les tribunaux à la requête de l'administration des domaines.

PRÉFECTURE DE POLICE.

Conseil de salubrité.

Depuis la brusque apparition de chaleurs inaccoutumées l'épidémie cholérique, qui était sensiblement décroissante, a repris une nouvelle intensité. La recrudescence, toutefois, n'a pas la gravité qu'on lui a attribuée dans le public.

En raison de la chaleur régnante, il est des précautions hygiéniques déjà recommandées qui doivent être rigoureusement suivies.

Il ne peut être trop répété que, dans la très grand majorité des cas, le choléra est précédé d'un dérangement d'entrailles qu'il serait imprudent de négliger, et pour lequel il faut réclamer immédiatement les conseils d'un médecin.

Dans tous les temps, mais surtout en temps d'épidémie, on doit vivre avec sobriété, éviter les excès de tous genres. Durant les grandes chaleurs, on est trop généralement porté à faire abus des boissons froides et rafraîchissantes. Il ne faut en user que modérément et avec précaution, ainsi que des liqueurs excitantes ou alcooliques.

Dans quelques arrondissements, l'épidémie a pris assez d'intensité pour que l'administration ait cru devoir mettre en activité les bureaux de secours qui n'avaient pas encore fonctionné, bien qu'organisés à l'avance. Cette mesure, toute de précaution, aura pour résultat d'offrir immédiatement a la population les secours médicaux dont elle peut avoir besoin.

Paris, le 6 juin 1849.

Vu et approuvé : *Le préfet de police,*

REBILLOT.

EXTÉRIEUR.

ETATS GERMANIQUES.

Bade. — MANHEIM, *4 juin.* — Charles Heintzen a l'intention de prendre militairement part au mouvement et de former une légion suisse-allemande. Elle ne comptera que des soldats animés des sentiments démocratiques les plus décidés et se composera de trois armes. La cavalerie sera formée par un petit corps de Hongrois venant d'Italie.

(*Gazette du soir.*)

Bourse de Francfort du 5 juin. — Autriche, actions de banque 1070 P. Oblig. 5 0[0 72 A. Id. 4 0[0 57 1[4 P. Id. 3 0[0 42 1[4 P. 2 1[2 0[0 38 1[4 A. Francfort, emprunt de 1839, 3 1[2 0[0 92 3[4 A. Id. de 1846 3 1[2 0[0 89 3[4 A. Hollande, intégrales 2 1[0[0 49 1[2 A. Pologne, obligat. de 300 fl. 97 1[2 A. Id. de 500 fl. 72 A.

Les valeurs autrichiennes ont baissé, les autres valeurs se soutiennent assez bien.

FRANCFORT, *5 juin.* — Une déclaration signée par Gagern, Dahlmann, Francke, Soiron, ainsi que par d'autres députés du parti constitutionnel de l'Assemblée et publiée par le *Journal de Francfort* a pour but de convoquer à une réunion politique les hommes de l'opinion constitutionnelle et d'examiner s'il ne serait pas possible de trouver entre la constitution votée par l'assemblée et celle proposée par le roi de Prusse un moyen terme pour rapprocher les fractions dissidentes de l'Assemblée.

Bourse de Berlin, 5 juin. — Empr. volont. 5 0[0, 101 1[4 A. — Oblig. 3 1[2 0[0, 78 3[8 P.; oblig. de la soc. du comm. marit., 100 A.

Russes (Rothschild), 103 1[4 A.

Pologne. — Oblig. de 300 fl., 71 A.

Le cours des valeurs n'a presque pas changé : les opérations ont été presque nulles.

BERLIN, 4 juin. — Le grand-duc de Bade a sollicité l'intervention prussienne contre les révolutionnaires badois. Le cabinet de Berlin lui a répondu qu'il accorderait le secours demandé aussitôt qu'il s'adresserait immédiatement au roi de Prusse, au lieu de s'adresser au vicaire comme il l'a fait.

Les troupes prussiennes, envoyées dans la province rhénane, y sont on ne peut plus mal accueillies

A Bonn et à Coblence surtout, les officiers sont insultés et provoqués en plein jour sur la voie publique.

Les députés prussiens, qui siégeaient à Francfort, reçoivent des passeports forcés, qui leur enjoignent de retourner dans leurs domiciles respectifs. On veut, par ce moyen, les empêcher de se rendre à Stutgart.

POLOGNE.

VARSOVIE, *2 juin.* — On ne s'explique pas pourquoi les deux commandants russes que le général Bem avait battus en Valachie, ont été récompensés par l'empereur. Le général Engelhart a été décoré d'une croix après sa défaite de Karlstadt, et le colonel Skariatin a été nommé général pour avoir été battu à Hermanstadt. Malgré ces faveurs, ces deux officiers ont perdu leur commandement. Le dernier a reçu l'ordre de se rendre à Varsovie.

— Le général-sénateur Malachowski est décédé. Du temps du duché de Varsovie, il avait formé un régiment de cuirassiers à ses frais. Il laisse après lui le souvenir d'un homme d'un bien, constamment fidèle à la cause de sa patrie. Un de ses fils a été tué en 1831, près de Kasimir à la tête des troupes qu'il commandait.

— On mande de Cracovie, le 29 mai : « Les Russes s'emparent peu à peu de l'administration de la ville. Le poste des pompes contre l'incendie est abandonné aux hussards russes; le détachement hongrois qui le gardait a reçu subitement l'ordre de partir, à ce qu'on dit, pour l'Allemagne. Le château recevra aussi une garnison mixte, moitié autrichienne, moitié russe. Les Russes nous ont apporté le choléra; quarante individus en sont déjà atteints dans l'hôpital. On attend aujourd'hui le prince Paskiewicz, et on prépare pour l'autocrate des appartements dans le palais archiépiscopal. Aujourd'hui encore un régiment d'infanterie russe est entré dans notre ville. (*Feuilles constitutionnelles,*)

HONGRIE.

La *Gazette de Cologne* annonce que les Russes, au nombre de 10,000, sont entrés à Freistadl sur la Waag. Le changement du général en chef a fait sur l'armée une impression défavorable; une bataille perdue ne l'aurait pas autant découragée que la nomination subite du général Haynau, ce général a choisi pour chef de son état-major le général Zeisberg qui est Prussien et fils d'un cordonnier qui vit encore en Silésie; il est brave, mais il a eu beaucoup de malheur dans la campagne hongroise. Un grand courage qui va jusqu'à la témérité est la qualité principale du général Haynau. On ne lui connaît pas de grands talents militaires.

Le bruit d'une défaite du ban Jellachich et de la marche des Hongrois vers la Styrie se maintenait toujours à Vienne.

Le *Honved* journal qui paraît à Klausenbourg en Transylvanie annonce la prochaine arrivée à Hermansdadt d'Ibrahim-Bey, commandant des troupes turques et proche parent du sultan. Il y arriverait pour cause de santé, et le commandant a reçu l'ordre de le recevoir avec tous les honneurs dus à son rang.

On a publié et répandu à Pesth un avis officiel qui annonce la prise d'un général croate haut placé qui sera envoyé à Pesth. Les habitants sont invités à comprimer leurs sentiments envers lui et à témoigner en cette occasion de nouvelles preuves de l'humanité et de la magnanimité hongroises. Les journaux de Vienne disent qu'il ne s'agit pas du ban lui-même, mais de son frère, pris à Bude.

Une discorde flagrante règne dans l'armée autrichienne du midi. Stratimirovic, le seul homme qui ait de l'influence sur les Austro-Serbes, nommé leur commandant, n'a pu encore entrer en fonctions, car les officiers autrichiens se refusent à servir sous ses ordres, disant que c'est un simple partisan, et qu'il n'a pas le rang de général dans l'armée autrichienne. Stratimirovic refuse, de son côté, de s'enrôler dans cette armée, disant qu'il ne veut servir que son Peuple.

Un bulletin du ban Jellachich du 25 mai parle d'une affaire insignifiante près de Péterwardein. C'était une surprise nocturne d'un poste hongrois qui gardait une batterie près de cette ville.

Croatie. — Les *Nouvelles serbes* publient la proclamation suivante du général Bem après la prise d'Orsova, le 16 mai. Elle s'adresse aux Serbes de Banat, comme nous l'avons déjà dit en donnant hier son résumé :

« Depuis un an vous avez accumulé divers malheurs sur votre pays béni, qu'on nomme la terre promise européenne. Vous avez assassiné, pillé, vous vous êtes conduits en cannibales; vous avez livré ce pays à votre cruauté. Le sang innocent des Hongrois, des Allemands, des Roumains, que vous avez versé, crie vengeance! Je pourrais exercer cette vengeance et vous détruire; vous êtes dans mon pouvoir. Mais je ne veux pas punir les populations qui ont été induites en erreur; mon intention est au contraire de consolider leur bonheur, qu'elles n'atteindront pourtant qu'en se soumettant au gouvernement hongrois, Pleins de repentir, abandonnez la voie coupable que vous avez suivie jusqu'à présent, livrez-moi vos armes, jurez entre mes mains une entière soumission à la Constitution hongroise, et je vous pardonnerai; mais ceux qui persisteront dans leur désobéissance seront voués à la mort. Songez que cette guerre barbare entre les fils de la même patrie enlève des victimes qui devraient être sacrifiées pour rendre cette patrie libre, pour l'affranchir d'un trône tyrannique. Nous sommes vainqueurs, mais nous voulons encore vous assurer une paix durable pour que vous jouissiez de tous les fruits de la liberté, et plus tôt vous tendrez vos mains à la concorde, plus tôt aussi vous jouirez de ces fruits.

» Du camp polonais

» Le commandant de l'armée hongroise en Transylvanie,

» Signé : BEM. »

Une autre proclamation du général Bem, du 9 mai, est adressée aux habitants de la forteresse de Temeswar. Il y parle également de la Constitution hongroise, qui leur assuie la liberté et l'égalité, et il les engage à rompre les charmes dans lesquelles les inpéraux les retiennent.

AUTRICHE.

VIENNE, *2 juin.* — Les dispositions des habitants de notre capitale, ainsi que des autres villes principales de la monarchie ne cessent pas d'être hostiles au gouvernement, et la cause en est dans l'état de siége sous le régime duquel elles se trouvent. Tous les généraux qui commandent dans les provinces ont été convoqués à Vienne pour assister à un grand conseil. Le génërbl Welden y était aussi invité, mais il s'est excusé.

Le *Correspondant autrichien*, journal semi-officiel annonce comme une nouvelle très-heureuse que Prague va obtenir une garnison russe, afin que toute la garnison autrichienne puisse être envoyée contre les Hongrois. La haine des Tchehks contre les Autrichiens est si grande qu'on croit que les Russes y seront reçus avec joie.

— Des lettres de Prague annoncent que la garnison de cette ville, forte de 6,000 hommes, troupes d'élite, aurait reçu l'ordre de se diriger vers la Bavière, ou plutôt vers le Rhin, pour faire partie du camp destiné à comprimer le mouvement révolutionnaire de Bade et du Palatinat.

Une disette affreuse, attribuée à la spéculation de la finance, règne dans la Bohême et rend une catastrope imminente. Du reste le gouvernement impérial est complétement [illegible] ses troupes en combattant contre les Hongrois, lui font perdre la tête. Il attribue ces revers à ses généraux, et le voici qui vient de rappeler encore le général Welden pour le remplacer dans le commandement supérieur par le maréchal de camp Haynaû. Le quartier-général des Autrichiens vient d'être reculé à Altenbourg.

— La *Gazette allemande* parle d'un projet de Constitution pour la Moravie. La diète de ce pays se composera de 108, députés : de 36 des plus imposés, de 36 députés des villes, et de 36 députés de la population des villages. La population entière sera divisée d'après les deux nationalités, allemande et slave. Dans la première seront compris 400,000 habitants, qui choisiront 8 députés; l'autre comprendra 1,300,0000 habitants slaves, qui enverront 28 représentants.

— Les journaux de Vienne réimpriment l'ordonnance du ban Jellachich, avec la signature de *dictateur*. Ils se demandent tous ce que veut dire ce titre, et de quel droit le ban peut changer arbitrairement la Constitution, qui garantit la liberté de la presse.

ITALIE.

Piémont. — TURIN, *4 juin.* — Le secrétaire d'Etat des affaires étrangères écrit à l'*Opinione*, journal de Turin, pour démentir qu'il soit venu dans cette ville un envoyé de l'Autriche, et qu'il ait été présenté aucune note par cette puissance. Malgré cette rectification, le journal l'*Opinione* n'en persiste pas moins à soutenir que le fond de ce qu'il a avancé est vrai, et qu'en supposant qu'il y ait quelque erreur dans la forme, on ne peut douter que l'Autriche n'ait émis la prétention de doubler la garnison d'Alexandrie, d'occuper Gênes et tous ses forts.

Il est à remarquer que la note envoyée à l'*Opinione* ne donne aucun démenti, ne fait pas la moindre allusion à la demande adressée par la France au cabinet piémontais, ce qui annonce qu'en réalité le gouvernement français veut prendre dans le nord de l'Italie une attitude convenable, et ne pas laisser ouvert aux Autrichiens tout le midi de la France.

GÊNES, 1er *juin.* — La municipalité dans sa séance d'hier a conféré le droit de cité à MM. Favre et Gasquet, le premier. consul de la République française à Gênes, l'autre commandant du vapeur de guerre *le Tonnerre*, en reconnaissance des services rendus par eux lors du déplorable bombardement du 5 avril dernier Il est notoire que M. Favre, non-seulement donna asile sur le *Tonnerre* à une grande quantité de vieillards, de femmes et d'enfants, mais encore nolisa plusieurs bâtiments marchands dans le but philantropique de sauver le plus grand nombre possible de ces malheureux qui étaient accourus vers le port pour y chercher un refuge. On sait aussi que toutes sortes de soins furent prodigués dans ces journées terribles par MM. Favre et Gasquet à ceux qu'ils avaient pris sous leur protection., La délibération de la municipalité témoigne combien les Gênois apprécient les services qui leur ont été rendus.

Une narration des événements de Gênes a été publiée. On l'attribue à quelque familiers de la police.

Lombardie. — MILAN, 1er *juin.* — L'archevêque de Milan a réuni à sa villégiature de Gropello un congrès de prêtres, d'évêques et de jésuites pour concerter les moyens de faire entendre aux paysans que les principes d'égalité et de liberté sont contraires à l'esprit de l'Evangile. Ce n'était pas le seul but de cette réunion; il s'agissait en outre de détermner les curés et les vicaires de faire des rapports sur l'état de l'opinion publique et sur les citoyens qui se montrent peu affectionnés à l'Autriche, afin que l'autorité ecclésiastique. d'accord avec l'autorité politique, puisse prendre les mesures nécessaires. Ainsi donc, le pieux archevêque qui laissa égorger le Peuple sur le seuil de son palais, de plus en plus dévoué à l'Autrichien, veut faire de tous les prêtres les auxiliaires de la police! Quelle honte!

Vénétie. — VENISE. — On lit dans l'*Osservatore triestino :*

« Voici les nouvelles qui nous parviennent de Venise.

Pendant toute la nuit du 24 au 25, le feu dirigé sur le fort. Malghera a continué afin d'empêcher de réparer les dégâts faits aux fortifications. Dans la matinée du 25, le bombardement a repris une nouvelle vigueur. Les Vénitiens répondirent d'abord à notre feu avec beaucoup de vivacité, peu à peu il s'affaiblit, et vers les onze heures il s'était considérablement ralenti.

Après que la fumée qui enveloppait le fort Malghera se fut dissipée, il fut possible de s'assurer de tout le dégât causé par le feu de nos batteries.

Le *Cavalier*, qui était sur la caserne de défense, avait été converti en cendre, de telle sorte que là le feu a entièrement cessé. Les batteries de la première circonvallation sont en partie détruites; partie des canons sont démontés ou du moins abandonnés, puisque de là ne partent que rarement quelques coups.

Pendant que le bastion de la circonvallation intérieure et ceux du fort Campalto et Rizzardi entretiennent faiblement le feu, de notre côté la canonnade se soutient avec beaucoup d'activité.

Les Vénitiens sont parvenus à mettre en batterie quatre nouveaux canons sur le fort Rizzardi, mais leur feu est peu soutenu.

A six heures trois quarts du soir un magasin de poudres a fait explosion au fort de Malghera. Dans la nuit du 25 au 26 le bombardement contre Malghera continuait activement pour empêcher l'ennemi de réparer ses fortifications et aussi afin de protéger deux batteries envoyées à la seconde parallèle, et enfin pour pouvoir réparer les batteries qui avaient été démontées.

Dans la matinée du 26 le fort Rizzardi entama vivement le feu, mais il fut bientôt réduit au silence.

28 mai. — On apprend dans le camp autrichien l'abandon du fort de Malghera.

Toscane. — FLORENCE, 1er *juin.* — Le ministère de la réaction ne perd pas son temps : il licencie peu à peu toutes les gardes nationales de la Toscane, et ne néglige pas, ce qui est le point essentiel de toute réaction, la destitution des employés inférieurs ou supérieurs. Les ministères, pas plus que les administrations inférieures, ne sont épargnés; on arrivera ainsi à composer une administration homogène, où l'on ne verra plus que des créatures de l'Autriche.

ILES BRITANNIQUES.

Angleterre. — LONDRES. — *7 juin, midi.* Les consolidés ont ouvert à 91 5[8 91 3[4 au comptant et à 91 5[8 pour compte.

Trois heures. 91 5[8 91 3[4 au comptant et pour compte.

Nous avons publié dans notre numéro du 2 courant, une lettre du citoyen Ferdinand Flocon. Cette lettre étant copiée à la hâte par un étranger avant d'être envoyée à l'imprimerie quelques incorrections s'y sont glissées.

Mais ces incorrections n'ont en rien altéré les généreux sentiments de l'auteur de cette lettre connu comme un ami sincère de la solidarité des peuples.

NOUVELLES DIVERSES.

Une proposition sur l'esprit et la portée de laquelle personne ne saurait se méprendre a été déposée par six membres de l'extrême droite. MM. Victor Pidoux, Alfred Nettement, Alfred de Neuville, Albert de Risseguier, Duparc et Larrabure, demandent que l'indemnité de 9,000 fr. allouée par la constituante à chaque représentant du Peuple, soit réduite à 6,000 fr.

— Le représentant français à Teheran, M. Sartigus, avait obtenu secrètement du dernier shah quelques conditions avantageuses au commerce français. Le shah actuel ne voulant pas y souscrire, un détachement de l'escadre française doit entrer dans le golfe Persique et bombarder quelques-unes des villes du littoral. (*Morning-Herald.*)

— On lit dans le *Toulonnais*, 3 juin :

« On ne cesse d'envoyer des renforts en hommes et en matériel à l'armée d'Italie. Nous avons annoncé le départ pour Civita-Vecchia de la frégage à vapeur le *Christophe-Colomb* et de la gabarre le *Marsouin*, qu'elle remorquait. Ces deux bâtiments ont à bord une quantité considérable de matériel et de munition de guerre, un escadron du train et 200 hommes du 1er bataillon de chasseurs à pied.

» Hier, la frégate à vapeur l'*Orénoque* et le bâtiment à vapeur le *Narval*, ont fait route pour la même destination, avec les deux bataillons de guerre du 53e régiment d'infanterie de ligne, du matériel et des munitions. »

— Le 32e de ligne, venant de Marseille, et destiné pour le corps expéditionnaire d'Italie, arrivera le 3 juin à Toulon. Ce régiment a reçu l'ordre de s'embarquer immédiatement sur l'*Asmodée*.

— La 5e compagnie du 2e bataillon du 2e régiment du génie arrivera à Toulon le 5 juin pour être également embarqué pour l'Italie.

— Il paraît que les négociations ouvertes entre les administrations des postes de France et d'Angleterre pour la réduction du port des lettres internationales sont très près d'arriver à leur fin, et qu'avant peu ce point si important pour la correspondance des deux pays sera réglé à la satisfaction du public.

— Le *Morning Herald* publie la nouvelle suivante qui mérite confirmation :

« Le représentant français, à Téhéran, M. Sartiges. avait obtenu secrètement du dernier shah quelques conditions avantageuses au commerce français; le shah actuel ne voulant pas y souscrire, un détachement de l'escadre française doit entrer dans le golfe persique et bombarder quelques-unes des villes du littoral. »

— Les canotiers ont déjà payé le tribut annuel de leur inexpérience ou de leur imprudence. Ces jours derniers, un canot à voile descendait la Seine vers le pont des Invalides, lorsqu'une fausse manœuvre a fait chavirer l'embarcation et les cinq personnes qu'elle portait. Quatre ont été secourues ou sont revenues au port a la nage, mais la cinquième n'a point reparu. A midi, les mariniers cherchaient encore son cadavre.

— Encore un accident causé par les armes à feu. Dimanche, rue du Faubourg-Saint Honoré, un jeune homme, M. de Bosseaux, seul héritier d'une honorable famille de la Corrèze, en voulant démonter son fusil, a fait partir cette arme et a reçu la charge en pleine poitrine. La mort a été instantanée.

LE RÉDACTEUR-GÉRANT,

EUGENE CARPENTIER.

Bourse de Paris du 8 juin.

On n'a fait aucune opération hier soir au passage de l'Opéra, et ce matin la rente était offerte de 81 à 81 10, par suite des nouvelles complications arrivées dans les affaires d'Italie. On disait que le général Oudinot s'était décidé à attaquer Rome à la nouvelle que les autrichiens et les Napolitains étaient de nouveau en marche sur cette ville. On parlait encore d'une entrée des troupes françaises, mais on disait que le général Oudinot était ensuite entré dans Rome à la suite d'un assaut très meurtrier.

1 heure. — Il n'y avait personne à la Bourse et les agens de change sont restés quelque temps sans faire aucune demande et aucune offre. Cependant le mouvement s'est déclaré en baisse et les cours ont fléchi peu à peu à 80 80.

2 heures. — La baisse continue, mais la Bourse est toujours inactive. Le 5 0[0 a fléchi à 80 40, et le 3 0[0 à 49 50.

La Banque de France est très offerte par suite du dernier relevé hebdomadaire, qui est peu satisfaisant. Les deux portefeuilles ont diminué depuis huit jours de 8 millions.

3 heures. — La baisse n'a pas fait de nouveaux progrès, mais la rente 5 0[0 était toujours très faible, à 81 50, et le 3 0[0 à 49 60.

La Banque a fermé à 2175, Orléans a fléchi de 19 à 735 Rouen de 7 50 à 492 50, le Havre de 5 à 240, Marseille de 10 à 175, le Nord de 5 à 401 25, Strasbourg de 3 75 à 355 75, Nantes de 1 25 à 303 75.

4 heures. — Après la Bourse, le 5 0[0 était à 80 50.

Paris. — Imprimerie de POUSSIELGUE, rue du Croissant, 19